

même temps, à honorer ses obligations ou faire preuve d'enthousiasme en matière d'unité nationale.

Naturellement, personne dans l'Est n'a fait pareille déclaration, mais si elle peut s'appliquer aux difficultés des cultivateurs des provinces de l'Ouest, elle le pourrait doublement à celles des cultivateurs de l'Est depuis un an, et c'est leur cause que je plaide en ce moment.

Nous voulons, dans ce beau Canada dont nous avons l'avenir à cœur, assurer cet avenir en construisant sur l'unité de sa population et sur l'égalité de tous devant les faveurs de la fortune. Je ne voudrais pas être trop sévère ni condamner ce que l'on a accompli; peut-être était-ce urgent et était-il presque impossible, l'an dernier, de ne pas fixer le prix de la récolte de blé de l'Ouest, mais, pour favoriser cette unité et donner à notre population le sentiment que les chances sont égales, j'ai cru qu'il était de mon devoir de saisir cette occasion de plaider la cause de la justice et de l'équité pour tous, afin que chacun soit content de vivre dans ce beau Canada, sur un pied de parfaite égalité.

M. T. A. THOMPSON (Lanark): Au début de mes remarques, monsieur l'Orateur, je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour le fait que Leurs Majestés le Roi et la Reine ont gracieusement consenti à visiter le Canada. Il existe au pays des divergences politiques et autres, des gens de races, de religions, de nationalités différentes, ayant une conception différente de la vie, mais nous nous unissons pour honorer le même roi. Et je pense que la visite prochaine de Leurs Majestés contribuera à l'unification du Dominion et que la population en éprouve un grand plaisir en même temps qu'un motif de fierté.

Le discours du trône est un menu fort maigre à présenter à la Chambre au moment où les masses attendent des directives, où elles attendent des mesures nationales qui leur assurent un plus grand sentiment de sécurité économique et où elles escomptent l'allègement du fardeau du chômage, de la dette et des impôts.

Quant à la proposition d'augmenter les crédits de la défense, et surtout de la défense aérienne, je n'y trouve pas à redire, pourvu que l'Etat fasse honnêtement l'adjudication de la fourniture du matériel requis et veille à ce que des particuliers n'en retirent pas des bénéfices exorbitants. La population n'est pas d'humeur à tolérer d'autres contrats de mitrailleuses Bren. La valeur du projet de Conseil des achats de la défense sera entièrement en fonction de son personnel. Si le Gouvernement continue, comme il l'a fait dans le passé, à nommer des partisans en récompense des services rendus, le Conseil équivaudra ni

[M. Bertrand.]

plus ni moins à une nouvelle commission royale, et les résultats seront nuls. Le chômage, l'endettement et l'impôt sont les cauchemars qui troublent la tranquillité de tous les citoyens réfléchis du Canada; cependant, le discours du trône ne contient pas un mot au sujet de notre dette ou de notre fiscalité excessive. Il n'offre aucune solution à notre problème du chômage ni aucun espoir pour les hommes et femmes réduits à l'assistance publique par les mesures du gouvernement actuel, par ses néfastes traités de commerce et par son constant rafistolage du tarif douanier. On se rappelle avec quelle éloquence le premier ministre (M. Mackenzie King)—et c'est un homme fort éloquent—a, durant la campagne de 1935, proclamé d'un bout à l'autre du pays que le chômage était le problème le plus pressant qui se posait devant le Canada et que la misère, l'adversité et le dénuement étaient les ennemis que le libéralisme s'évertuerait à chasser du pays. "Nous assumons, disait-il, la tâche suprême de mettre fin au dénuement qui règne au sein de l'abondance." Il a promis en outre que le Gouvernement pratiquerait l'économie dans la gestion des affaires du pays et émettrait le crédit en fonction des besoins de la nation.

A quoi ont abouti ces phrases éloquentes et ces pensées élevées? Chacune des promesses que le premier ministre a faites au cours de la dernière campagne peuvent se traduire par un seul mot: fiasco. Le Conseil canadien du bien-être social, après une étude approfondie de la situation d'ensemble du Canada, s'exprimait ainsi:

Le gouvernement actuel n'a pris aucune mesure fondamentale propre à enrayer les graves maux nationaux qui ont entraîné ces lourdes dépenses.

Voilà l'avis d'un organisme indépendant au sujet des événements des trois dernières années. Nous avons dépensé 900 millions de dollars en pure perte. Aucune amélioration ne se dessine encore.

Il est parfaitement vrai, monsieur l'Orateur, que l'ex-chef de l'opposition, le très honorable M. Bennett, a fait des promesses en 1930. Il a dit qu'il mettrait fin au chômage ou périrait à la tâche, mais le très honorable député et l'administration de l'époque ont réellement appliqué des programmes et posé des principes qui, en temps normal, eussent ramené la prospérité à ce pays. Les honorables vis-à-vis oublient que le gouvernement qui est resté au pouvoir de 1930 à 1935 a fait doubler au pays le cap de la plus grande dépression que l'univers ait jamais vue. Mais le présent gouvernement, en temps normal, n'a-t-il pas manqué aux promesses qu'il a faites aux électeurs? La commission de placement et les accords commerciaux, sur